

Migrants : " On veut criminaliser les ONG "



Loris De Filippi, le président de MSF Italie, refuse le contrôle policier du travail humanitaire, exigé par Rome



Depuis le 1er août, un " code de bonne conduite " du ministère de l'intérieur italien doit encadrer les opérations de secours en mer de migrants menées par les ONG. Ces 13 articles, parmi lesquels l'interdiction d'entrer dans les eaux libyennes et surtout la présence de membres armés des forces de l'ordre, ont encore tendu le climat. Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations, plus de 111 000 migrants sont arrivés en Europe par la mer depuis le premier janvier, dont près de 93 500 en Italie. Plus de 2 360 sont morts en tentant la traversée.

Alors que l'association allemande Jugend Rettet, accusée de "*favoriser l'immigration clandestine*", s'est vu retirer son navire le 2 août, Médecins sans frontières (MSF) – l'une des six ONG (sur neuf) à ne pas avoir signé le code de conduite – est accusée par le ministère de l'intérieur italien d'être "*hors du système de secours*". Loris De Filippi, le président de la branche italienne de MSF, revient sur ce climat dégradé et détaille le travail de son organisation, qui a effectué plus de 500 opérations de secours.

Pourquoi refuser la présence à bord de policiers armés ?

L'action de recherche et de secours en mer menée par les autorités italiennes se confond de plus en plus avec l'activité de police judiciaire, l'activité militaire et celle de lutte contre les flux migratoires. MSF ne peut pas signer un accord qui nous ferait entrer dans cette logique et œuvrer sur des fronts différents de la seule action humanitaire. **La police est toujours montée à bord de nos navires à leur arrivée dans les ports. Mais pas question de voyager avec des policiers armés. Nous ne l'avons jamais fait dans les soixante-dix pays où nous sommes présents et en quarante-six années d'activité. Nous ne voulons pas enfreindre l'un de nos principes.**

Un éditorialiste du " Corriere della Sera " vous a demandé de choisir votre camp " entre l'Italie et les traquants "...

Nous sommes sur le terrain. Ce que l'éditorialiste décrit comme une situation calme en Méditerranée centrale est en fait une mer où il y a un mort toutes les deux heures. La situation est complexe, avec les gardes-côtes libyens qui ont attaqué, il y a quelques mois, un navire d'une ONG et une corvette de la marine italienne, avec le Parlement italien qui a autorisé le gouvernement à patrouiller sur les côtes libyennes, ce qui est mal vu aussi bien du côté de Tripoli que de Tobrouk - *sièges de deux autorités rivales en Libye* - . Je dis : " Toi, tu fais le policier, O.K. ; toi, gouvernement, tu fais ta politique militaire de dissuasion, c'est ton affaire. Mais nous, nous faisons de l'humanitaire. "

C'est un fait accepté par l'ONU et par tous les gouvernements. Si Rome et Bruxelles disent autre chose, c'est qu'ils veulent cacher le fait de n'avoir rien fait, si ce n'est de vouloir faire gérer les flux de migrants comme l'Europe l'a fait avec le président turc. Nous respectons ces choix, même si nous ne sommes pas d'accord : comment faire cela avec la Libye alors que ce pays viole les droits de l'homme ?

Que cherche Rome ?

Je crois que l'on veut criminaliser les ONG. Toutes. L'Italie a d'abord tenté

de convaincre l'Europe de partager l'accueil et d'ouvrir ses frontières. Maintenant, elle tente d'endiguer les arrivées, en lien avec la Libye. Il y a des ouvertures, des fermetures à l'improviste. Mais Rome oublie que les ONG ne recueillent que 30 % des migrants alors que les gardes-côtes s'occupent des 70 % restants. Comme on ne peut pas s'attaquer aux gardes-côtes, les ONG sont sur la sellette. Mais si demain elles devaient disparaître, les migrants continueront d'arriver avec un nombre de morts supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, les 5 000 victimes de 2016. **[Les personnes ne partent pas parce que les ONG les -attendent. Si 300 000 ou 400 000 personnes fuient le Niger vers la Libye, il est évident qu'elles tenteront tôt au tard de passer chez nous.]**

Selon le sociologue Ilvo Diamanti, on associe désormais les ONG au refoulement et aux barrières. Mais votre action a débuté à la fin de " Mare Nostrum ", l'opération de secours lancée par l'Italie après les naufrages de 2013...

A la fin de " Mare nostrum ", en 2014, nous avons demandé au gouvernement de Matteo Renzi un système européen. Ce n'est jamais arrivé. Ainsi, entre la fin de " Mare nostrum " et le début d'une série d'opérations européennes plus modestes, 1 200 personnes sont mortes en une seule semaine, au mois d'avril 2015. C'est à ce moment que nous avons décidé d'aller en mer.

Depuis lors, les opérations ont été coordonnées par Rome, mais il y a eu des débordements : des ONG allaient dans les eaux libyennes prêter secours aux migrants...

Cela est arrivé quelques fois mais presque toujours en demandant préalablement l'autorisation des gardes-côtes italiens et libyens, et parce qu'il y avait une embarcation en détresse. Dans l'écrasante majorité des cas, tout s'est passé à 23, 24 milles des côtes de Tripoli, avec Rome qui nous disait qui devait y aller et où acheminer les personnes secourues.

Pourquoi cela risque-t-il de s'achever ?

Le gouvernement italien voudrait un espace libre entre la côte libyenne et ses eaux commerciales. Les gardes-côtes libyens font un travail, disons, efficace : il suffit de voir les chiffres de ces jours-ci, avec 800 ou 900 personnes reprises au large de la Libye. La présence d'un navire d'une ONG peut être gênante dans cette lutte contre " l'immigration clandestine ". Tout cela est licite mais loin de l'action d'une ONG qui doit penser, elle, à sauver des vies humaines.

En attendant, les arrivées sont en baisse au mois de juillet...

Il faut voir si cette collaboration entre l'Italie et Faïez Sarraj - *le premier ministre libyen* - continue, si cet engagement libyen contre le départ de migrants est un feu de paille ou pas. Reste que 96 000 personnes ont traversé la Méditerranée centrale depuis le début de l'année, un tout petit peu moins que l'année dernière.

Avez-vous eu des contacts avec les trafiquants ?

Non, notre consigne a toujours été d'éviter tout contact avec les passeurs ou autres personnes du genre. C'est dangereux et nous ne voulons avoir aucun problème.

Propos recueillis par Salvatore Aloïse

© Le Monde

◀ **article précédent**
Le regard de Plantu

article suivant ▶
Le bateau de l'extrême droite...